Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **142 (1997)**

Heft 10

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ERSCHLOSSEN EMDDOK
MF 469 1750

Sommaire

RMS/Octobre 1997

Pages

Editorial
Dérapage de l'information en cas de crise 3

Politique d'information
Quelques principes utiles 6

Armée 95
L'action préventive au-delà de la frontière
Div F. Greub 9

Humanitaire
Expériences en Bosnie-Herzégovine
Maj G. Ryser 14

Politique de défense
Les initiatives socialistes
Col EMG D. Brunner 17

Histoire
L'application de la peine de mort dans l'armée suisse (2)
Br L.-E. Roulet 21

Armées étrangères
La Brigade franco-allemande
Col H. de Weck 25

RMS-Défense Vaud I-IV

Analyse
Accueil des réfugiés et sécurité intérieure
Ph. Richardot 33

Reportage
Les « Junkers Ju-52 »
Adj sof V. Quartier 41

Nouvelles brèves 44

Actualité
Engagements subsidiaires de sûreté 46

Revue des revues
Cap S. Curtenaz 49

Dérapage de l'information en cas de crise

La couverture médiatique, lors de la prise d'otages et du détournement de l'*Airbus* Alger-Marseille, entre le 24 et le 26 décembre 1994, a montré que les médias n'ont pas hésité à franchir les limites de l'acceptable.

Le 25, alors que l'avion se trouve bloqué à Alger, demande est faite au ministre français des Affaires étrangères, au cours du *Journal* de 20 heures de TF1, de confirmer la présence à bord de deux personnes de l'ambassade de France, donc de cibles de choix pour les terroristes. Il y a également l'information, juste avant l'assaut, le 26, selon laquelle l'aérogare de Marseille vient d'être évacuée, ce message pouvant être interprété par le commando comme l'annonce d'un assaut imminent. Un reportage de France 2 annonce, en direct et sans vérification, « la mort de 16 personnes, plus celle du commandant de bord, plus celle du copilote ». Information fausse, dont on peut saisir toute la portée sur les familles. Dans d'autres affaires, il y avait déjà eu de véritables traques des victimes d'attentats, des révélations d'identité avant que les familles aient été prévenues, des diffusions de photos ne tenant aucun compte du droit à l'intimité des victimes. Il ne faut pas parler de « bavures », mais de technique de travail...

Les médias doivent s'interroger, comme le fait déjà la BBC, sur les règles à respecter si l'on veut faire un travail d'information responsable et de qualité en temps de crise. On ne peut pas en rester au principe selon lequel, « comme on travaille en direct, on n'a pas le temps de réfléchir. » Le témoignage du pigiste qui, le 26 décembre 1994, fournit le film de l'assaut du GIGN à Marseille mérite réflexion, car il traduit une certaine mort du journalisme dans les moments de crise, juste au moment où la fonction de journaliste s'avère vraiment essentielle. « Je filmais (...) mais j'avais du mal à croire à la réalité de l'assaut. On avait le faisceau, alors on a tout balancé comme ça, en direct, sans montage. » En cas de crise, le journaliste ne saurait jouer le rôle d'un « robinet » qu'il faut ouvrir au maximum (taux d'écoute oblige), en supprimant toutes les sécurités, avec pour seule justification, d'une absurdité déconcertante, que l'image ne ment pas.

Un travail de réflexion s'impose, avant tout au sein de la profession elle-même. On ne peut en rester à la référence instinctive se-